

N° DP 23/1237

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°1 AU MARCHÉ 105RL22-22404 - ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION ET DE RENOUVELLEMENT DE RÉSEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT PAR TECHNIQUE SANS TRANCHÉE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique indiquant que l'accord cadre peut-être modifier sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'accord cadre n°105RL22 portant sur les travaux de réhabilitation et de renouvellement de réseaux d'eau et d'assainissement par technique sans tranchée, a été attribué au groupement TELEREP/SADE CGTH, représenté par M. STIENNE Arnaud pour une durée d'1 an reconductible 3 fois avec pour seuil annuel minimum de 1 300 000 € HT et seuil maximum de 5 200 000 € HT et notifié le 27/10/2022,

VU le projet d'avenant n°1, ci-annexé,

CONSIDERANT qu'en premier lieu, il a été constaté une incohérence dans la rédaction de la clause de révision du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ne permettant pas de l'appliquer correctement,

CONSIDERANT que la rédaction de l'article 7.2 « Modalités de variation des prix » du CCAP est reprise et rédigée telle que la révision puisse être appliquée :
« Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.
Le coefficient de révision appliqué est celui de la (ou des) période(s) correspondant à l'exécution des travaux »,

CONSIDERANT qu'en second lieu, il a été constaté que la réception de petites interventions et des chantiers importants se réalisait de la même manière induisant un alourdissement de la procédure de validation de ces petites prestations,

CONSIDERANT qu'une dérogation au Cahier des clauses administratives générales est alors intégrée à l'article 11.7 « Réception des travaux » du CCAP afin d'alléger la procédure telle que :

« Pour les bons de commande d'un montant inférieur à 10 000 euros HT :

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-TRAVAUX, le visa du « service fait » du maître d'ouvrage vaut réception sans réserve des prestations »,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER l'avenant n°1 à l'accord cadre n°105RL22-22404 prenant en compte les éclaircissements et ajouts au CCAP.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Assainissement et Eau potable – Sections Fonctionnement et Investissement – Articles 6153/21531/21532.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le

22 DEC. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes.

3 DEC 1953

MARCHE N°105RL22

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION ET DE RENOUVELLEMENT DE RÉSEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT PAR TECHNIQUE SANS TRANCHÉE

AVENANT N° 1

A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACCORD CADRE

Etablissement Public :	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par le Président en exercice, dûment habilité,
Direction :	DGST TP – Direction de l'Eau et de l'Assainissement,
Titulaire initial de l'accord cadre :	Groupement <u>TELEREP</u> / SADE CGTH, dont le mandataire TELEREP est représenté par Loïc JUGAN, Directeur d'Agence
	Mail : telerep.med@veolia.com ,
Date de notification :	27/10/2022,
Durée de l'accord cadre :	1 an reconductible 3 fois, soit 4 ans,
Seuil de l'accord cadre :	Mini 1 300 000.00 € HT / Maxi 5 200 000.00 € HT,
Imputation budgétaire :	Budget Assainissement et Eau potable – Sections Fonctionnement et Investissement – Articles 6153/21531/21532,
Nature de l'acte modifiant l'accord cadre :	Clarification de l'application de la formule de révision de prix, et, Ajout d'une dérogation au CCAG sur la procédure de réception,
Annexe :	Néant.



ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur le Président en exercice, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

Monsieur Loïc JUGAN, Directeur d'Agence, agissant au nom et pour le compte du Groupement TELEREP / SADE CGTH,

IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

B - OBJET DE L'AVENANT n°1

Article 1 : Clarification de l'application de la formule de révision de prix

Il a été constaté une incohérence dans la rédaction de la clause de révision du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ne permettant pas de l'appliquer correctement.

En effet, l'article 7.2 « Modalités de variation des prix » du CCAP est rédigé tel que :

« Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Le mois " n " retenu pour l'établissement des prix est le mois d'exécution des travaux. »

La deuxième phrase renvoie à une référence du mois " n " différente de la première, ce qui rend impossible le calcul de la révision.

Aussi, la rédaction de cet article 7.2 du CCAP est clarifié dans sa rédaction, tel que :

« Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Le coefficient de révision appliqué est celui de la (ou des) période(s) correspondant à l'exécution des travaux. »

Article 2 : Clause de réception des travaux

Les prestations réalisées sur l'accord cadre comprennent à la fois de petites interventions et des chantiers importants. Chaque opération de réhabilitation est précédée d'une phase technique de « vérification de l'état initial des ouvrages » qui donne lieu à une commande distincte conformément à l'article 20 du CCTP.

Cependant, il n'est pas prévu de dérogation aux conditions de réception, ce qui permettrait d'alléger la procédure de validation pour ces petites prestations.

Aussi, Il est proposé d'ajouter à l'article 11.7 « Réception des travaux » du CCAP la mention suivante :

*« Pour les bons de commande d'un montant inférieur à 10 000 Euros HT :
Par dérogation à l'article 41 du CCAG TRAVAUX, le visa du service fait du maître d'ouvrage vaut réception sans réserve des prestations. »*

Article 3 : Impact financier

Cet avenant n°1 n'a pas d'impact financier sur les masses minimum et maximum de l'accord cadre.

Article 4 : Durée

Cet avenant n°1 n'a pas d'impact sur la durée de l'accord cadre.

Article 5 : Application des clauses de l'accord cadre modifié

Toutes les clauses de l'accord cadre initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°1, lesquelles prévalent en cas de différence.

C – SIGNATURES

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général adjoint des services
Claude WEISSE

Pour le Groupement TELEREP / SADE CGTH

Loïc JUGAN

Sté TELEREP FRANCE
Agence Méditerranée
Parc d'Activités de la Millonne - 305 Bd. de Léry
83140 SIX FOURS LES PLAGES
Tél. : 04 94 10 58 58 - Fax : 04 94 10 58 59
SIRET 351 320 650 00093 - APE 4399 A - R.C.S. Versailles B 351 320 650

